

Penser les atrocités de l'armée japonaise durant la seconde guerre mondiale

A l'occasion des 70 ans du massacre de Nankin, l'Institut d'Histoire du Temps Présent, avec le soutien de l'Institut historique allemand de Paris, organisait une table ronde le 1^{er} octobre 2007 à l'Institut historique allemand de Paris, intitulée « Penser les atrocités de l'armée japonaise durant la Seconde Guerre mondiale ».

Les interventions sont disponibles sur le site de l'IHTP, en anglais et en français :

<http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php?article669&lang=fr>

Présidée par Henry ROUSSO, la table ronde réunissait les interventions de :

- KASAHARA Tokushi

« Les massacres de Nankin et le révisionnisme dans la politique japonaise »

Tokushi KASAHARA est un historien, spécialiste de l'histoire moderne et contemporaine de la Chine, professeur de culture comparée à l'Université de Tsuru-bunka depuis 1999. Il a notamment publié en japonais « L'évènement de Nankin raconté par vingt-sept témoins parmi les survivants », éditions Kobunken, Tokyo (2006) ou « L'évènement de Nankin et les Japonais », éditions Kashiwa-shobo, Tokyo (2002).

- MASTUMURA Takao

« Un groupe militaro-scientifique criminel à ne pas oublier : l'unité 731 »

Historien, spécialiste d'histoire sociale et économique, Takao MATSUMURA est depuis 2004 professeur honoraire de l'Université de Keio. Depuis les années 1990, il travaille sur les divisions de l'armée impériale japonaise conçues pour la guerre chimique et bactériologique, notamment sur l'unité 731.

Il a publié en japonais « Unité de la guerre chimique 516 de la division Kanto et le problème des armes de gaz laissés en Asie » coauteur, éditions Kamogawa-shuppan, Kyoto (2007) ou encore « Villages attaqués par l'unité 731 », coauteur avec SEKI Kazunari et EDA Izumi, EDA kenji, édition Kouchi (2000).

- OYAMA Hiroshi

« Le Japon est-il prêt à assumer son histoire ? »

Avocat à la cour depuis 1956, OYAMA Hiroshi a dirigé le groupe d'avocats défendant le professeur IENAGA Saburo, historien qui mena des « procès des censures de manuels scolaires » contre le Ministère japonais de l'éducation. Depuis 1995, il a également dirigé le groupe d'avocats des procès de victimes chinoises de la Seconde Guerre mondiale. Il a collaboré en 2005 à l'ouvrage « Dix ans de trajectoire des procès de victimes chinoises de la guerre » éditions Nihon Hyoron-sha, Tokyo.

Comme le rappelaient Fabrice d'Almeida, Directeur de l'IHTP et Christian Ingraio, Directeur adjoint de l'IHTP, depuis sa création en 1978, l'IHTP a travaillé sur la violence de guerre et les rapports entre mémoire et histoire, et la montée en puissance du révisionnisme, sur la Seconde Guerre mondiale au Japon, a retenu son attention.

Cette table ronde, qui revient sur le massacre de Nankin, « événement emblématique des atrocités commises par l'armée japonaise durant la Seconde Guerre mondiale », a été l'occasion d'interroger plus largement le rapport qu'entretiennent les Japonais à leur histoire et d'analyser la politique du gouvernement japonais. Elle a donné des éclairages sur le rapport du Japon à sa mémoire et peut apporter des éléments de réflexion tout autant sur les crimes commis par le Japon dans la Seconde Guerre Mondiale, que sur le thème « Histoire et Mémoires ».

Ainsi a-t-il été rappelé que, si durant l'occupation par l'armée américaine, le Japon accepta en 1948 le verdict rendu lors du Procès de Tôkyô, pendant la Guerre Froide, profitant de leur position d'allié stratégique des États-Unis, les Japonais n'ont pas prononcé d'eux-mêmes un jugement quant à leur responsabilité dans les crimes de guerre. Dès les années 1970 des livres et des articles ont nié ou minimisé les crimes de guerre. Les manuels d'histoire mentionnant les actes commis par l'armée japonaise, notamment le massacre de Nankin, ont été l'objet de censure dans les années 1980 par le ministère l'Éducation.

Contre cette montée du révisionnisme, des historiens, des journalistes, des avocats ou de simples citoyens ont mené des recherches sur les crimes de guerre dans la suite de l'effort du professeur Ienaga, rédacteur d'un manuel qui avait subi la censure. Si cette censure a débouché sur une critique virulente de la part des pays d'Asie, et si les manuels ont fini par

mentionner les crimes commis par le Japon, à partir des années 1990, lorsque d'anciennes «femmes de réconfort » coréennes se sont mises à témoigner afin de dénoncer le système de l'esclavage sexuel mis en place par l'armée japonaise durant la Seconde Guerre mondiale, le mouvement nationaliste et révisionniste s'est considérablement amplifié. En 1997, la «Société pour la rédaction d'un nouveau manuel d'histoire » a été créée avec le soutien de la « Japan Conference », organisation nationaliste fondée en 1981 qui critique une prétendue « vision masochiste de l'histoire ». Leur discours, appuyé par de nombreux parlementaires nationalistes du Parti libéral démocrate, le parti conservateur alors au pouvoir, est soutenu par de grands médias. Sous cette pression politique et médiatique, les mentions aux crimes de guerre de l'armée japonaise sont en voie de disparaître progressivement aujourd'hui.

De plus le Premier Ministre Koizumi (2001-2006) a rendu visite au sanctuaire Yasukuni où sont vénérées les mânes des « héros morts pour la nation », parmi lesquelles figurent celles des criminels de guerre de catégorie A condamnés en 1948.

Certes en 1995, à l'occasion de 50ème anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Premier Ministre de l'époque, Murayama, a présenté des excuses officielles pour la politique japonaise de colonisation et les guerres d'agression en Asie, mais le Premier Ministre Shinzo Abé (démissionnaire en septembre 2007), membre influent de la « Japan Conference », tout en prétendant se situer en continuité avec le discours de Murayama de 1995, a contredit celui-ci à plusieurs reprises et affirmé, par exemple, que les « femmes de réconfort » n'avaient pas été « forcées au sens strict du terme ».

Le titre même de l'intervention de **Tokushi Kashara** situe bien la volonté de réfléchir non seulement au massacre de Nankin mais au regard jeté sur les événements par la société japonaise, et en particulier le monde politique : « **The Nanking Massacre and Political Structure of Its Denial in Japan** ».

L'historien rappelle tout d'abord de ce que fut le massacre de Nankin.

« Le terme de massacre de Nankin regroupe l'ensemble des actes cruels, en effraction au droit des conflits armés et au droit international humanitaire, tel que destructions, incendies de bâtiments publics et privés, pillages de richesses, ressources et vivres, violences à l'encontre des femmes, massacre de civils, réfugiés et militaires chinois par l'armée japonaise lors de la prise et de l'occupation de Nanking, capitale chinoise à l'époque, en décembre 1937, au début de la guerre sino-japonaise (1937-1945) ».

Les attaques aériennes envers Nankin ordonnées par la Marine Japonaise commencèrent le 15 août 1937. Tokushi Kashara voit dans le bombardement indifférencié de civils un prélude au massacre de Nankin. Le massacre à large échelle commence le 4 décembre 1937 lorsque l'Etat-Major donne l'ordre formel d'occupation de Nankin et que la *Central China Area Army* envahit le secteur de Nankin. Les atrocités durent jusqu'au 28 mars 1938 (« On peut dater la fin des incidents de Nankin à l'établissement de l'état fantoche, le 28 mars, date à laquelle on ne peut pas dire que les actes de barbarie aient complètement cessé (ils se poursuivent dans les campagnes environnantes), mais qu'ils ont considérablement baissé. Les incidents se sont déroulés dans l'ensemble de la ville sous-province de Nankin (...), c'est à dire une région administrative qui comporte la ville de Nankin et les six districts environnants »).

Tokushi Kashara dresse une typologie des crimes commis. Il note non seulement l'exécution de soldats chinois mais aussi de beaucoup d'hommes au prétexte d'« opérations de nettoyage » et d'« accusations de guérilla », ainsi que le meurtre de personnes plus âgées laissées en charge des maisons. Dans les villages voisins de Nankin l'historien souligne que 83% des femmes victimes avaient plus de 45 ans et la moitié d'entre elles plus de 60 ans. Elles n'avaient pas fui, présumant qu'elles seraient épargnées par les troupes japonaises selon l'exemple des règles de guerre traditionnelles en Chine. Les viols sont également très nombreux (« Ce qui se détache le plus des incidents de Nankin c'est le grand nombre de viols, (...). Dès la prise de Nankin le 16 décembre, les cas de viol se multiplient, au point que le comité international de la zone de sécurité recense plus de mille cas par jour. Même en réévaluant les chiffres à la baisse, on suppose huit mille femmes violées dans les débuts de l'occupation »). Les violations de propriétés, pillages et incendies de maisons (24% des bâtiments de Nankin) sont également soulignés. Dans la campagne autour de Nankin, 40% des habitations ont brûlé, le bétail, les outils agricoles, les réserves de céréales et les récoltes ont subi également des dégâts considérables.

Concernant le nombre de victimes chinoises, civiles et militaires, du massacre de Nankin, le compte-rendu du jugement du tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient (tribunal de Tôkyô) stipule que « dans les six premières semaines suivant la prise de Nankin par l'armée japonaise, il y a eu à Nankin et dans sa périphérie 200 000 personnes tuées, civils et militaires confondus ». Beaucoup de chercheurs s'accordent pour dénombrer environ 200 000 victimes.

« Nankin fut le pire massacre organisé à grande échelle dans une ville chinoise par l'armée japonaise, la plus grande démonstration de violence militaire visant une population civile ».

Les chefs de l'armée et du gouvernement japonais étaient pleinement au courant du massacre de Nankin et en février 1938 le commandant en chef des troupes japonaises en Chine, Iwane Matsui, est rappelé au Japon mais la population, qui n'est pas tenue informée des événements, l'y accueille comme un général triomphant, tandis que les soldats japonais revenant de Nankin et la presse sont soumis à une censure. Les Japonais découvrent le massacre de Nankin, seulement lorsque le tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient (tribunal de Tôkyô) l'a qualifié de « crime contre l'humanité ». L'historien note que les Japonais furent informés du verdict mais n'eurent pas de vue générale des événements, ce qui causa une confusion et le sentiment que ce jugement était un exemple de la « justice des vainqueurs » et répondait à une volonté de faire apparaître le Japon comme coupable d'atrocités.

Tokushi Kashara s'interroge ensuite sur **le déni** qui entoure le massacre de Nankin, notamment dans les manuels scolaires, et situe dans ce cadre l'action de son ex-premier ministre, Shinzo Abe, en rappelant son appartenance au parti libéral démocrate (LDP) qui œuvre activement en faveur de cette occultation.

Si la plupart de manuels d'histoire actuels incluent le massacre comme un fait historique, et si les encyclopédies historiques ont des entrées sur « l'Incident de Nankin », l'historien note un déni de l'événement ou une volonté de le minimiser, notamment dans les médias de masse. Il l'explique par la place avantageuse qu'occupe les révisionnistes dans les cercles politiques, mais aussi économiques et autres secteurs clés.

Il note que le pouvoir est occupé par les fils et petits-fils de ceux qui ont conduit la politique militaire impériale japonaise lors de la seconde guerre mondiale et en livre quelques exemples.

Ainsi Shinzo Abe (ex premier-ministre) est-il le petit-fils de Nobusuke Kishi (suspect de crime de guerre de classe A, vice-directeur du département de l'industrie du Manchukuo, Ministre du commerce et de l'industrie du cabinet de Hideki Tojo), Takeo Hiranuma (ancien ministre de l'économie et de l'industrie) est le fils adoptif de Kiichiro Hiranuma (Criminel de guerre de classe A condamné à la prison à vie, premier ministre en 1939), Nobutaka Machimura (ex-Ministre de l'éducation ou des affaires étrangères) est le fils de Kingo Machimura (Superintendant général de la police dans le cabinet Kantarô Suzuki), etc.

Selon l'historien, l'imbrication entre les enjeux présents et passés est si forte que :

« If Japanese citizens try to define governmental responsibility for war, the career of contemporary politicians and bureaucrats will be threatened. Moreover, the cost of reparation for the kidnapping, enforced labor, and looted materials will fall on the Japanese financial world and business enterprises ».

Takao MATSUMURA a lui éclairé le rôle de l'**unité 731**, nom de code du « Bureau d'anti-épidémie de distribution d'eau de l'Armée de Kwantung », basé à Pingfang, à 20 kilomètres au Sud-Est d'Harbin de 1937 à 1945. Cette unité, placée sous la responsabilité du docteur Ishii Shirou, sous couvert d'études sur la purification de l'eau, va se livrer à la production d'armes bactériologiques et à des expérimentations humaines. Cette unité n'est pas un cas isolée (l'unité 1855 à Beijing, l'unité 1644 à Nanjing, ou l'unité 8604 à Guangdong).

L'historien expose les recherches de l'unité sur le choléra, la peste ou l'anthrax, le tétanos et la gangrène par le gaz, et l'organisation de l'unité. Il explique l'utilisation de ces armes bactériologiques (par exemple en 1942, alors que le gouvernement Japonais est secoué par les premiers raids aériens sur Tokyo et Nagoya par les B29 américains, est décidée l'« Opération Zhegan » dont le but était la destruction des bases aériennes le long de la voie ferrée de Zhegan en Chine que les bombardiers empruntaient pour refaire le plein en direction du Japon. Durant ces attaques, les unités 731 et 1644 de Nanjing coopèrent dans l'utilisation d'armes bactériologiques comme la peste, le choléra, le typhus, l'anthrax et la dysenterie, jetées dans des puits, placées des biscuits imprégnés sur les routes), et les expériences humaines (la vivisection sur des sujets vivants, toutes sortes d'expérimentations, concernant par exemple les effets des engelures et de divers germes, ou la durée de vie lorsque toute l'eau est extraite d'un corps). Il éclaire la fin de l'unité (en août 1945 lorsque l'armée russe pénètre en Mandchourie, Yamada Otozou, commandant l'armée de Kwantung, ordonne la destruction des constructions de l'unité 731 avec toutes ses annexes médicales, et documents. Tous les prisonniers sont gazés et le fait qu'il n'y ait eu aucun survivant rend plus difficile encore la révélation du rôle de l'unité 731), le retour au Japon des 1700 japonais qui composaient l'unité en 1945, le maintien des médecins dans leur profession et le silence qui a entouré cette unité, ainsi que la politique américaine : en septembre 1947 les Américains décident d'accorder une immunité aux officiers de l'unité 731, en échange d'informations et de leurs résultats. Lors des procès de Tokyo, l'unité 731 n'est jamais mentionnée.

Les soviétiques produiront un volumineux rapport publié en plusieurs langues en 1950 mais qui n'aura pas alors d'influence décisive au Japon. Il faut attendre les années 1980 pour que des livres paraissent au Japon sur la question (best-seller de Morimura), tandis que dans le même temps un journaliste américain John Powell, publie *Japan's Biological Weapons: 1930-1945*, dans le *Bulletin of Atomic Scientists* sur le secret et les échanges d'informations entre les américains et les anciens membres de l'unité 731. Les années 1990 ont vu s'engager des poursuites judiciaires contre le gouvernement japonais. Si les cas sont jusqu'à présent déboutés, ils permettent d'éclairer des pans de l'histoire japonaise.

Hiroshi **OYAMA** a, quant à lui, proposé une analyse du **révisionnisme japonais**, en remontant à son émergence dès la fin de la seconde guerre mondiale, notamment dans les manuels scolaires.

Si après la guerre, il est décidé que l'Etat n'imposera plus le choix des manuels, le Ministère de l'Education a un système de contrôle, approuvé par l'armée américaine d'occupation pour éviter la réapparition de manuels scolaires nationalistes ou militaristes. Ce système va en fait avoir un effet contraire, après l'indépendance en 1952. Dès 1955 le Parti Démocrate distribue une brochure intitulée « Problème de manuels scolaires inquiétants ». Certains manuels sont jugés « tendancieux », et considérés comme faisant l'éloge du socialisme, du communisme, de l'URSS et de la Chine Populaire. A partir de cette « première attaque contre les manuels scolaires », le contrôle est intensifié. De 1979 à 1980 le Parti Libéral Démocrate mène une deuxième attaque contre les manuels, au moment des procès intentés par l'historien Ienaga. Celui-ci tente en effet dès 1965 une action contre l'Etat en affirmant qu'exiger des corrections sur son manuel scolaire pour lycéens est anti-constitutionnel et contraire aux lois-cadres de l'Education. Pour ses éditions revues en 1980 et en 1983 il rajoute également des descriptions sur le massacre de Nankin, les viols et l'unité 731. Le Ministère de l'Education lui ordonne de les supprimer. L'historien a donc intenté une nouvelle action en 1984. La Cour supérieure de Tokyo ainsi que la Cour Suprême ont rendu un jugement qui dénonce l'illégalité de l'ordre du Ministère.

Mais au milieu des années 1990, une contre-attaque, menée par le Parti Libéral Démocrate, qui souhaite encourager le patriotisme chez les enfants, et quelques chercheurs et intellectuels, reprend. Sous la pression du gouvernement, les éditeurs de manuels scolaires minimisent ou suppriment les descriptions des crimes de guerre.

Le révisionnisme a gagné du terrain dans les années 1990. Hiroshi OYAMA souscrit à

l'explication selon laquelle le Japon souhaite une révision constitutionnelle pour redevenir un état militaire fort, mais selon lui il faut également prendre en compte, pour expliquer ce phénomène, la perte de confiance en soi des Japonais, sous l'effet de la crise économique des années 1990.

Parallèlement à la récession, les victimes de la guerre, ex-esclaves sexuelles, ex-prisonniers de guerre, familles de victimes de l'unité 731, victimes du massacre de Nankin, de bombardements, de déportation, de travaux forcés, réclament des dédommagements. « Ces procès ont mis devant le nez des Japonais le côté sombre de leur histoire, ce qui a fait perdre la confiance et les Japonais se sentaient psychologiquement acculés ».

Michaël Lucken, Directeur du département Langue et civilisation du Japon de l'INALCO, Institut national des langues et civilisations orientales, est revenu sur l'apport des trois interventions, notamment sur le lien établi par le professeur Kasahara entre les élites de la guerre et les élites actuelles, ou encore sur « le phénomène de résurgence d'un sentiment de supériorité » mis en avant par Hiroshi Oyama. Il a interrogé le révisionnisme japonais en amont de l'affaire Ienaga qui débuta au milieu des années 1960, à travers trois exemples dont la destruction seulement partielle des monuments à connotation militariste ou la sauvegarde des cendres des criminels de guerre, secrètement sauvées après 1948.

L'analyse de M. Lucken est également très intéressante car elle touche à l'écriture de l'histoire et notamment à la question de la périodisation.

« Nous avons, en tant qu'historiens et intellectuels, une responsabilité, et cette responsabilité doit nous pousser à reconsidérer la manière dont nous présentons l'histoire ».

En proposant de réfléchir à la périodisation adoptée dans l'analyse des différents conflits japonais, il attire notre attention sur le fait qu'aucune périodisation n'est en soi évidente, neutre, impartiale, et il pose clairement la question du rôle de celle-ci dans l'appréhension de l'histoire du Japon en particulier, et du même coup de l'histoire en général:

« Depuis 50 ans, la thèse la plus répandue dans l'archipel consiste à penser les différents conflits dans lesquels s'est engagé le pays entre 1931 et 1945 comme un tout, thèse que l'historien Tsurumi Shunsuke a résumée sous la formule « Guerre de Quinze ans » (...). Bien que je respecte beaucoup le travail de Tsurumi, dont je comprends la logique en son temps, il me semble que sa périodisation doive être reconsidérée. Car elle est en partie responsable du

sentiment actuel minimisant le rôle d'agresseur du Japon et stimulant dans l'archipel le sentiment que le pays fut une victime de la guerre. Elle tend en effet à mettre dans le même ensemble, sur la même balance, les expérimentations de l'Unité 731 et les bombardements atomiques, les massacres de Nankin et les bombardements massifs sur les villes de l'Archipel. Et, au final, le Japon en tire l'impression d'avoir été le jouet des Occidentaux, de leur puissance, de leur impérialisme, des guerres qu'il se livraient entre eux, refusant de voir tout le reste.

Si les historiens de demain parvenaient à articuler différemment les conflits de la période, peut-être parviendrait-on, d'une part, à faire reconnaître par le Japon les atrocités commises dans le passé en Asie, d'autre part, à mettre solidement en question la légitimité morale de la stratégie jusqu'au-boutiste choisie par les Américains en 1944-45 ».

Sur le nationalisme et le révisionnisme japonais, on pourra notamment consulter les deux articles suivants du *Monde diplomatique* :

« Révisionnisme et nationalisme japonais », article du 6 avril 2007 de Martine Bulard :

<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2007-04-06-Revisionnisme-et-nationalisme>

et « Le négationnisme par les mangas », article d'octobre 2001 de Philippe Pons :

<http://www.monde-diplomatique.fr/2001/10/PONS/15646>